

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1629

[2009/201985]

3 AVRIL 2009. — Décret relatif à la protection contre les éventuels effets nocifs et nuisances provoqués par les rayonnements non ionisants générés par des antennes émettrices stationnaires (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Champ d'application et définitions

Article 1^{er}. Le présent décret organise la protection contre les éventuels effets nocifs et nuisances provoqués par les rayonnements non-ionisants générés par des antennes émettrices stationnaires (stations-relais de télécommunication).

Le présent décret n'est pas applicable aux rayonnements non-ionisants d'origine naturelle, ni à ceux émis par les appareillages utilisés par des particuliers ou par les appareillages utilisés à des fins médicales.

Art. 2. Au sens du présent décret, on entend par :

1° antenne émettrice stationnaire : élément monté sur un support fixe de manière permanente, qui génère un rayonnement électromagnétique dans la gamme de fréquences comprise entre 100 kHz et 300 GHz et dont la PIRE maximale est supérieure à 4 W, et qui constitue l'interface entre l'alimentation en signaux haute fréquence par câble ou par guide d'onde et l'espace, et qui est utilisée dans le but de transmettre des télécommunications;

2° lieux de séjour :

— les locaux d'un bâtiment dans lesquels des personnes peuvent ou pourront séjourner régulièrement tels que les locaux d'habitation, école, crèche, hôpital, home pour personnes âgées;

— les locaux de travail occupés régulièrement par des travailleurs;

— les espaces dévolus à la pratique régulière du sport ou de jeux;

— à l'exclusion, notamment, des voiries, trottoirs, parkings, garages, parcs, jardins, balcons, terrasses;

3° Puissance Isotrope Rayonnée Equivalente (PIRE) : la PIRE est égale au produit de la puissance fournie à l'entrée de l'antenne par son gain maximum (c'est-à-dire le gain mesuré par rapport à une antenne isotrope dans la direction où l'intensité du rayonnement est maximale);

4° fonctionnaire technique : fonctionnaire technique au sens de l'article 1^{er}, 16°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

CHAPITRE II. — Déclaration et conditions intégrales

Art. 3. Les antennes émettrices stationnaires inférieures à 500 kW et dont la PIRE maximale est supérieure à 4 W sont soumises à déclaration au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Elles respectent les conditions intégrales prévues aux articles 4 à 6.

Art. 4. Dans les lieux de séjour, l'intensité du rayonnement électromagnétique généré par toute antenne émettrice stationnaire ne peut pas dépasser la limite d'immission de 3 V/m.

La limite d'immission de 3 V/m est une valeur efficace moyenne calculée et mesurée durant une période quelconque de 6 minutes et sur une surface horizontale de 0,5 × 0,5 m², par antenne.

L'intensité du rayonnement électromagnétique dans les lieux de séjour est calculée et mesurée aux niveaux suivants :

— dans les locaux : 1,50 m au-dessus du niveau du plancher;

— dans les autres espaces : 1,50 m au-dessus du niveau du sol.

La limite d'immission s'applique à toute antenne émettrice stationnaire sans que soient pris en compte les rayonnements électromagnétiques générés par d'autres sources de rayonnements électromagnétiques éventuellement présentes.

Les antennes dites multi-bandes conçues pour rayonner simultanément les signaux de N réseaux sont considérées comme équivalentes à N antennes distinctes.

Lorsque plusieurs antennes installées sur un même support sont utilisées pour émettre les signaux d'un même réseau dans une zone géographique, elles sont considérées comme ne formant qu'une seule antenne.

Art. 5. Outre les mentions arrêtées par le Gouvernement pour les installations et activités de classe 3, la déclaration contient un rapport qui comprend :

— les données techniques concernant l'antenne permettant de garantir le respect de l'article 4;

— une description des alentours de l'antenne par un plan en projection verticale reprenant la hauteur des bâtiments dans un rayon suffisant pour contrôler le respect de la limite d'immission;

— une évaluation du rayonnement électromagnétique de l'antenne émettrice stationnaire;

— un avis de l'Institut scientifique de service public attestant le respect de la limite d'immission visée à l'article 4;

— un descriptif non technique de l'évaluation du champ électromagnétique à destination des personnes non initiées;

— la date fixée pour la mise en service de l'antenne.

L'exploitant envoie ce rapport à la commune où il est envisagé d'implanter l'antenne émettrice stationnaire, au fonctionnaire technique et, le cas échéant, à la commune limitrophe se situant dans un périmètre de 200 mètres autour de l'antenne émettrice stationnaire.

Art. 6. Dans les trente jours de la mise en service, l'exploitant de l'antenne émettrice stationnaire fait réaliser, par l'ISSEP ou par le service désigné par le Gouvernement, un rapport attestant du respect de la limite d'immission conformément à l'article 4. Il le communique à la ou aux communes concernées et au fonctionnaire technique au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement dans les soixante jours de la mise en service.

CHAPITRE III. — *Information du public*

Art. 7. Les rapports prévus aux articles 5 et 6 sont mis à disposition du public conformément au Livre I^{er} du Code de l'Environnement par la ou les communes concernées et par le fonctionnaire technique, chacun pour ce qui le concerne.

Art. 8. Le Gouvernement établit, tient à jour et rend accessible au public le cadastre des antennes émettrices stationnaires.

CHAPITRE IV. — *Recherche scientifique*

Art. 9. Le Gouvernement définit les normes ou conditions générales minimales auxquelles doivent satisfaire les personnes, laboratoires ou organismes publics ou privés qui seront chargés :

1° d'étudier l'influence des radiations non ionisantes sur l'environnement;

2° de rechercher les moyens efficaces de lutter contre les éventuels nuisances ou effets nocifs provoqués par les radiations non-ionisantes;

3° de tester ou de contrôler les appareils ou établissements susceptibles d'engendrer, de transmettre ou de recevoir des radiations non-ionisantes, destinés à mesurer, atténuer ou absorber ces dernières ou destinés à pallier leurs nuisances ou effets nocifs éventuels.

CHAPITRE V. — *Dispositions modificatives, abrogatoires, transitoires et finales*

Art. 10. Dans les deux mois de l'entrée en vigueur du présent décret, tout exploitant d'une antenne émettrice stationnaire mise en service avant l'entrée en vigueur du présent décret en communique l'existence et le lieu d'implantation à la commune où elle est établie et au fonctionnaire technique.

Art. 11. A la demande de la ou des communes concernées, l'exploitant d'une antenne émettrice stationnaire mise en service avant l'entrée en vigueur du présent décret fournit le rapport prévu à l'article 6 dans les soixante jours de cette demande.

En cas de violation de la limite d'immission visée à l'article 4, l'exploitant se met en conformité au plus tard dans les cent quatre-vingts jours de la demande et, en tout cas, avant le 1^{er} septembre 2010.

Art. 12. Commet une infraction de deuxième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, celui qui contrevient à l'article 3, 4, 5 ou 6.

Commet une infraction de troisième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, celui qui contrevient à l'article 10 ou à l'article 11.

Art. 13. A l'article D.138, alinéa 1^{er}, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, il est ajouté le tiret suivant :

« — le décret du 3 avril 2009 relatif à la protection de l'environnement contre les éventuels effets nocifs et nuisances provoqués par les rayonnements non-ionisants générés par des antennes émettrices stationnaires. »

Art. 14. La loi du 12 juillet 1985 relative à la protection de l'homme et de l'environnement contre les effets nocifs et les nuisances provoqués par les radiations non-ionisantes, les infrasons et les ultrasons est abrogée pour ce qui concerne les radiations non-ionisantes générées par des antennes émettrices stationnaires.

Art. 15. Les articles 3, 5, 6 et 7 du présent décret sont applicables à partir du 1^{er} janvier 2010 pour les antennes émettrices stationnaires mises en service avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 3 avril 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,

M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2008-2009.*

Documents du Parlement wallon, 941 (2008-2009), n^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance publique du 1^{er} avril 2009.

Discussion - Votes.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 1629

[2009/201985]

3. APRIL 2009 — Dekret über den Schutz gegen etwaige gesundheitsschädliche Auswirkungen und Belästigungen, die durch die durch ortsfeste Sendeantennen erzeugten nicht ionisierenden Strahlungen verursacht werden (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Anwendungsbereich und Definitionen*

Artikel 1 - Das vorliegende Dekret organisiert den Schutz gegen etwaige gesundheitsschädliche Auswirkungen und Belästigungen, die durch die durch ortsfeste Sendeantennen (Relaisstationen für die Telekommunikation) erzeugten nicht ionisierenden Strahlungen verursacht werden.

Das vorliegende Dekret ist weder auf die nicht ionisierenden Strahlungen natürlichen Ursprungs noch auf diejenigen, die durch die von Privatpersonen verwendeten Geräte oder durch die zu medizinischen Zwecken verwendeten Geräte erzeugt werden, anwendbar.

Art. 2 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° ortsfeste Sendeantenne: auf dauerhafte Weise an einer ortsfesten Halterung angebrachtes Element, das eine elektromagnetische Strahlung im Frequenzbereich zwischen 100 kHz und 300 GHz erzeugt, dessen maximale äquivalente isotrope Strahlungsleistung 4 W überschreitet, das die Schnittstelle zwischen den über ein Kabel oder einen Wellenleiter zugeführten Hochfrequenzsignalen und dem Raum darstellt und das zum Übertragen der Telekommunikationen verwendet wird;

2° Aufenthaltsräume:

— die Räume eines Gebäudes, in denen sich Personen regelmäßig aufhalten können bzw. können werden, wie Wohnräume, Schulen, Kinderkrippen, Krankenhäuser, Altenheime;

— die regelmäßig von Arbeitnehmern besetzten Arbeitsräume;

— die zum regelmäßigen Treiben von Sport oder Spielen bestimmten Flächen;

— mit Ausnahme u.a. der Verkehrswege, Bürgersteige, Parkplätze, Abstellplätze für Fahrzeuge, Parkanlagen, Gärten, Balkone, Terrassen;

3° äquivalente isotrope Strahlungsleistung (EIRP): die äquivalente isotrope Strahlungsleistung entspricht dem Produkt der Multiplikation der am Eingang der Antenne erbrachten Leistung mal deren maximale Verstärkung (d.h. die im Verhältnis zu einer isotropen Antenne in der Richtung, wo die Intensität der Strahlung am Höchsten ist, gemessene Verstärkung);

4° technischer Beamter: technischer Beamter im Sinne von Artikel 1, 16° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung.

KAPITEL II — *Erklärung und integrale Bedingungen*

Art. 3 - Die ortsfesten Sendeantennen unter 500 kW, deren maximale äquivalente isotrope Strahlungsleistung 4 W überschreitet, unterliegen einer Erklärungspflicht im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung.

Sie müssen den in den Artikeln 4 bis 6 vorgesehenen integralen Bedingungen genügen.

Art. 4 - In den Aufenthaltsräumen darf die Intensität der durch jede ortsfeste Sendeantenne erzeugten elektromagnetischen Strahlung die Immissionsgrenze von 3 V/m nicht überschreiten.

Die Immissionsgrenze von 3 V/m ist ein durchschnittlicher Effektivwert, der während eines beliebigen Zeitraums von 6 Minuten und auf einer horizontalen Fläche von 0,5 × 0,5 m² pro Antenne berechnet und gemessen wird.

Die Intensität der elektromagnetischen Strahlung in den Aufenthaltsräumen wird bei folgenden Höhen berechnet und gemessen:

— in den Räumen: 1,50 m über dem Fußboden;

— an den anderen Stellen: 1,50 m über dem Boden.

Die Immissionsgrenze findet Anwendung auf jede ortsfeste Sendeantenne, ohne dass die elektromagnetischen Strahlungen, die durch andere, eventuell am selben Ort befindlichen Quellen von elektromagnetischen Strahlungen erzeugt werden, berücksichtigt werden.

Die sogenannten "Multiband-Antennen", die so gebaut sind, dass sie die Signale von N Netzen simultan senden, gelten als N einzelne Antennen.

Wenn mehrere, an ein und derselben Halterung befestigte Antennen verwendet werden, um die Signale ein und desselben Netzwerkes in einer geographischen Zone zu senden, gelten sie als nur eine einzige Antenne.

Art. 5 - Neben den von der Regierung für die Anlagen und Tätigkeiten der Klasse 3 festgesetzten Angaben enthält die Erklärung einen das Folgende enthaltenden Bericht:

— die technischen Angaben bezüglich der Antenne, die die Einhaltung von Artikel 4 gewährleisten;

- eine Beschreibung der Umgebung der Antenne mittels eines Plans in senkrechter Projektion, auf dem die Höhe der Gebäude in einem Umkreis, der zur Kontrolle der Einhaltung der Immissionsnorm genügt, angegeben wird;
- eine Schätzung der elektromagnetischen Strahlung der ortsfesten Sendeantenne;
- ein Gutachten des "Institut scientifique de service public - ISSEP" (wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes), durch welches die Einhaltung der in Artikel 4 erwähnten Immissionsgrenze bescheinigt wird;
- eine nicht technische Beschreibung der Schätzung des elektromagnetischen Feldes, die für nicht fachkundige Personen bestimmt ist;
- das für die Inbetriebnahme der Antenne festgesetzte Datum.

Der Betreiber schickt diesen Bericht an die Gemeinde, in der das Installieren der ortsfesten Sendeantenne vorgesehen ist, an den technischen Beamten und gegebenenfalls an die angrenzende Gemeinde, wenn diese sich in einem Umkreis von 200 Metern um die ortsfeste Sendeantenne befindet.

Art. 6 - Innerhalb von dreißig Tagen ab der Inbetriebnahme lässt der Betreiber der ortsfesten Sendeantenne vom "ISSEP" oder von der von der Regierung bezeichneten Dienststelle einen Bericht erstellen, durch den die Einhaltung der Immissionsgrenze gemäß Artikel 4 bescheinigt wird. Er übermittelt ihn innerhalb von sechzig Tagen ab der Inbetriebnahme der oder den betroffenen Gemeinden und dem technischen Beamten im Sinne im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung.

KAPITEL III — *Information der Öffentlichkeit*

Art. 7 - Die betroffene(n) Gemeinde(n) und der technische Beamte, in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich, stellen die in den Artikeln 5 und 6 vorgesehenen Berichte der Öffentlichkeit zur Verfügung, gemäß dem Buch I des Umweltgesetzbuches.

Art. 8 - Die Regierung erstellt das Kataster der ortsfesten Sendeantennen, aktualisiert es und stellt es der Öffentlichkeit zur Verfügung.

KAPITEL IV — *Wissenschaftliche Forschung*

Art. 9 - Die Regierung bestimmt die Normen oder minimalen allgemeinen Bedingungen, denen die Personen, Labors oder öffentlichen oder privaten Einrichtungen genügen müssen, die damit beauftragt werden,

1° den Einfluss der nicht ionisierenden Strahlungen auf die Umwelt zu untersuchen;

2° die effizienten Mittel zu suchen, um die durch die nicht ionisierenden Strahlungen verursachten etwaigen Belästigungen oder gesundheitsschädlichen Auswirkungen zu bekämpfen;

3° die Geräte oder Einrichtungen zu testen bzw. zu kontrollieren, die nicht ionisierende Strahlungen erzeugen, übertragen oder empfangen können und die dazu bestimmt sind, diese zu messen, zu dämpfen oder zu absorbieren oder deren Belästigungen oder etwaigen gesundheitsschädlichen Auswirkungen entgegenzuwirken.

KAPITEL V — *Abänderungs-, Aufhebungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 10 - Innerhalb von zwei Monaten ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets teilt jeder Betreiber einer ortsfesten Sendeantenne, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets in Betrieb genommen wurde, der Gemeinde, wo sie installiert ist, und dem technischen Beamten deren Vorhandensein und den Ort, an dem sie installiert ist, mit.

Art. 11 - Auf Anfrage der betroffenen Gemeinde(n) übermittelt der Betreiber einer ortsfesten Sendeantenne, die vor dem Inkrafttreten des vorliegende Dekrets in Betrieb genommen wurde, den in Artikel 6 vorgesehenen Bericht innerhalb von sechzig Tagen ab dieser Anfrage.

Beim Überschreiten der in Artikel 4 erwähnten Immissionsgrenze bringt der Betreiber seine Anlage in Übereinstimmung mit der Vorschrift spätestens innerhalb einhundertachtzig Tagen ab der Aufforderung und in jedem Fall vor dem 1. September 2010.

Art. 12 - Begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buchs I des Umweltgesetzbuches derjenige, der gegen Artikel 3, 4, 5 oder 6 verstößt.

Begeht einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buchs I des Umweltgesetzbuches derjenige, der gegen Artikel 10 oder Artikel 11 verstößt.

Art. 13 - In Artikel D.138 Absatz 1 des Buches I des Umweltgesetzbuches wird der folgende Strich hinzugefügt:

«— das Dekret vom 3. April 2009 über den Schutz gegen etwaige gesundheitsschädliche Auswirkungen und Belästigungen, die durch die durch ortsfeste Sendeantennen erzeugten nicht ionisierenden Strahlungen verursacht werden.»

Art. 14 - Das Gesetz vom 12. Juli 1985 über den Schutz des Menschen und der Umwelt gegen gesundheitsschädliche Auswirkungen und Belästigungen, die durch nicht ionisierende Strahlungen, durch Infraschall und Ultraschall verursacht werden, wird, was die durch ortsfeste Sendeantennen erzeugten ionisierenden Strahlungen betrifft, aufgehoben.

Art. 15 - Die Artikel 3, 5, 6 und 7 des vorliegenden Dekrets sind ab dem 1. Januar 2010 für die ortsfesten Sendeantennen, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets in Betrieb genommen wurden, anwendbar.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, den 3. April 2009

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung
M. DAERDEN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes
Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung
M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit
D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus
B. LUTGEN

—
Fußnote

(1) *Sitzung 2008-2009*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 941 (2008-2009), Nrn. 1 bis 4
Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 1. April 2009
Diskussion - Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1629

[2009/201985]

3 APRIL 2009. — Decreet betreffende de bescherming tegen de eventuele schadelijke effecten en de hinder van de niet-ioniserende stralingen die door stationaire zendantennes gegenereerd worden (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en begripsomschrijving*

Artikel 1. Dit decreet organiseert de bescherming tegen de eventuele schadelijke effecten en de hinder van de niet-ioniserende stralingen die door stationaire zendantennes gegenereerd worden (relaisstations voor telecommunicatie).

Dit decreet is niet toepasselijk op de niet-ioniserende stralingen van natuurlijke oorsprong, noch op die voortgebracht door toestellen gebruikt door particulieren of door toestellen gebruikt voor medische doeleinden.

Art. 2. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° stationaire zendantenne : element dat op permanente wijze op een vaste drager geplaatst wordt, dat een elektromagnetische straling genereert met een frequentie tussen 100 kHz en 300 GHz waarvan de maximale PIRE hoger is dan 4 W, en die als interface dient tussen de bevoorrading in hoge frequentiesignalen per kabel of per golfguides en de ruimte en gebruikt wordt om telecommunicatie over te dragen;

2° verblijfplaatsen :

- de lokalen van een gebouw waarin personen regelmatig kunnen of zullen kunnen verblijven, zoals de lokalen van woningen, scholen, crèches, ziekenhuizen, bejaardentehuizen;
- de werkplaatsen die regelmatig door werknemers ingenomen worden;
- de ruimten bestemd voor de regelmatige sportbeoefening of voor spellen;
- met uitzondering van, o.a., de wegen, trottoirs, parkeerplaatsen, garages, parken, tuinen, balkons, terrassen;

3° Effectief Isotroop Uitgestraald Vermogen (EIRP) : het EIRP is gelijk aan het vermogen dat aan de ingang van de antenne voortgebracht wordt door de maximumwinst ervan (m.a.w. de winst gemeten t.o.v. een isotrope antenne in de richting waar de intensiteit van de straling maximaal is);

4° technisch ambtenaar : technisch ambtenaar in de zin van artikel 1, 16°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

HOOFDSTUK II. — *Aangifte en integrale voorwaarden*

Art. 3. De stationaire zendantennes onder 500 kW waarvan het maximale EIRP hoger is dan 4 W worden onderworpen aan een aangifte in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Ze voldoen aan de integrale voorwaarden bepaald bij de artikelen 4 tot 6.

Art. 4. In de verblijfplaatsen mag de intensiteit van de elektromagnetische straling die door elke stationaire zendantenne gegenereerd wordt de immissienorm van 3 V/m niet overschrijden.

De immissienorm van 3 V/m is een gemiddelde efficiënte waarde berekend en gemeten gedurende een periode van 6 minuten en op een horizontale oppervlakte van $0,5 \times 0,5$ m², per antenne.

De intensiteit van de elektromagnetische straling in de verblijfplaatsen wordt berekend en gemeten op de volgende niveaus :

- in de lokalen : 1,50 m boven het vloerniveau;
- in de overige ruimten : 1,50 m boven het grondniveau.

De immissienorm is van toepassing op elke stationaire zendantenne, zonder rekening te houden met de elektromagnetische stralingen gegenereerd door andere eventuele bronnen van elektromagnetische stralingen.

De multiband-antennes die ontwikkeld zijn om de signalen van N netwerken tegelijkertijd uit te zenden, worden beschouwd als gelijkwaardig aan afzonderlijke N antennes.

Wanneer verschillende antennes die op dezelfde drager geplaatst zijn gebruikt worden om de signalen van hetzelfde net in een geografische zone uit te zenden, worden ze als één antenne beschouwd.

Art. 5. Behalve de gegevens voorgeschreven door de Regering voor de installaties en activiteiten van klasse 3, bevat de aangifte een rapport met :

- de technische gegevens betreffende de antenne waarmee de naleving van artikel 4 gegarandeerd kan worden;
- een beschrijving van de omgeving van de antenne aan de hand van een plan in verticale projectie dat de hoogte van de gebouwen vermeldt in een straal waarin de naleving van de immissienorm gecontroleerd kan worden;
- een evaluatie van de elektromagnetische straling van de stationaire zendantenne;
- een advies van het "Institut scientifique de service public" (Openbaar wetenschappelijk instituut) waaruit blijkt dat de in artikel 4 bedoelde immissienorm in acht genomen wordt;
- een niet-technisch overzicht van de evaluatie van het elektromagnetische veld voor de niet geïnitieerde personen;
- de datum vastgelegd voor de inbedrijfstelling van de antenne.

De exploitant richt dat rapport aan de gemeente waar de installatie van de stationaire zendantenne overwogen wordt, aan de technisch ambtenaar en, desgevallend, aan de aangrenzende gemeente die zich binnen een omtrek van 200 meter rondom de stationaire zendantenne bevindt.

Art. 6. Binnen dertig dagen na de inbedrijfstelling laat de exploitant van de stationaire zendantenne door het "ISSEP" of de door de Regering aangewezen dienst een rapport opmaken waaruit blijkt dat de immissienorm overeenkomstig artikel 4 nageleefd wordt. Zij maakt het binnen zestig dagen na de inbedrijfstelling over aan de betrokken gemeente(n) en aan de technisch ambtenaar in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

HOOFDSTUK III. — *Informatieverstrekking aan het publiek*

Art. 7. De rapporten bedoeld in de artikelen 5 en 6 worden overeenkomstig boek I van het Milieuwetboek door de betrokken gemeente(n) en de technisch ambtenaar ter inzage van het publiek gelegd.

Art. 8. Het kadaster van de stationaire zendantennes wordt door de Regering opgemaakt, bijgehouden en ter inzage van het publiek gelegd.

HOOFDSTUK IV. — *Wetenschappelijk onderzoek*

Art. 9. De Regering bepaalt de normen of de minimale algemene voorwaarden die nageleefd moeten worden door de personen, de laboratoria of de overheidsinstellingen die belast worden met :

- 1° het onderzoek naar de invloed van de niet-ioniserende stralingen op het leefmilieu;
- 2° het onderzoek naar doeltreffende middelen ter bestrijding van de eventuele hinder of de nadelige gevolgen van de niet-ioniserende stralingen;
- 3° het uittesten van of de controle op de toestellen of inrichtingen die niet-ioniserende stralingen kunnen genereren, overdragen of ontvangen, en die dienen om die stralingen te meten, te dempen of op te slorpen of om de hinder of de eventuele nadelige gevolgen ervan te verhelpen.

HOOFDSTUK V. — *Wijzigings-, opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 10. Elke exploitant van een stationaire zendantenne die voor de inwerkingtreding van dit decreet in bedrijf gesteld wordt, geeft de gemeente waar ze gevestigd is en de technisch ambtenaar binnen twee maanden na de inwerkingtreding van dit besluit kennis van het bestaan en van de vestigingsplaats ervan.

Art. 11. Op verzoek van de betrokken gemeente(n) legt de exploitant van een stationaire zendantenne die voor de inwerkingtreding van dit decreet in bedrijf gesteld wordt, het in artikel 6 bedoelde rapport over binnen zestig na de indiening van het verzoek.

In geval van overschrijding van de immissienorm bedoeld in artikel 4, stelt de exploitant orde op zaken uiterlijk binnen honderdtachtig dagen na de indiening van het verzoek, hoe dan ook voor 1 september 2010.

Art. 12. Er wordt een overtreding van tweede categorie in de zin van deel VIII van het decretale gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door al wie artikel 3, 4, 5 of 6 overtreedt.

Er wordt een overtreding van derde categorie in de zin van deel VIII van het decretale gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door al wie artikel 10 of 11 overtreedt.

Art. 13. Artikel D.138, eerste lid, van Boek I van het Milieuwetboek, wordt aangevuld met het volgende streepje :

« — het decreet betreffende de bescherming tegen de eventuele schadelijke effecten en de hinder van de niet-ioniserende stralingen die door stationaire zendantennes gegenereerd worden. »

Art. 14. De wet van 12 juli 1985 betreffende de bescherming van de mens en van het leefmilieu tegen de schadelijke effecten en de hinder van niet-ioniserende stralingen, infrasonen en ultrasonen wordt opgeheven wat betreft de niet-ioniserende stralingen gegenereerd door stationaire zendantennes.

Art. 15. De artikelen 3, 5, 6 en 7 van dit decreet zijn vanaf 1 januari 2010 toepasselijk op de stationaire zendantennes die voor de inwerkingtreding van dit decreet in bedrijf gesteld worden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 3 april 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrustings,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Waals Parlement, 941 (2008-2009), nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare vergadering van 1 april 2009.

Bespreking - Stemmingen.